



CHAPITRE 4

Loi instituant une commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels

[Sanctionnée le 12 février 1953]

CHAPTER 4

An Act to institute a royal commission of inquiry on constitutional problems

[Assented to, the 12th of February, 1953]

Préambule.

ATTENDU que la confédération canadienne, née d'une entente entre les quatre provinces pionnières, est d'abord et surtout un pacte d'honneur entre les deux grandes races qui ont présidé à sa fondation et dont chacune apporte une précieuse et indispensable contribution au progrès et à la grandeur de la nation;

Attendu que la constitution de 1867 reconnaît aux provinces, à la province de Québec en particulier, des droits, prérogatives et libertés dont le respect intégral est intimement lié à l'unité nationale et à la survivance de la confédération, et leur assigne des responsabilités et des obligations qui impliquent corrélativement les moyens d'action nécessaires;

Attendu que la province de Québec entend exercer ces droits et remplir ces obligations et que, pour ce faire, elle doit sauvegarder les ressources fiscales qui lui appartiennent et conserver son indépendance financière aussi bien que son autonomie législative et administrative;

Attendu que, depuis 1917, le pouvoir central a envahi d'importants domaines de taxation réservés aux provinces et, par là, limité sérieusement la possibilité pour les provinces d'exercer leurs droits fiscaux dans ces domaines;

Attendu que ces empiètements privent les provinces, notamment le Québec, de sources de revenus qui leur appartiennent et leur sont nécessaires, les restreignent dans l'exercice des droits et des pouvoirs

WHEREAS the Canadian confederation, born of an agreement between the four pioneer provinces, is first and above all a pact of honour between the two great races which founded it and each of which makes a most valuable and indispensable contribution to the progress and greatness of the nation;

Whereas the constitution of 1867 grants to the provinces, and to the Province of Quebec in particular, rights, prerogatives and liberties scrupulous respect for which is intimately bound up with national unity and the survival of confederation, and it imposes on them responsibilities and obligations which imply correlatively the necessary corresponding means of action;

Whereas the Province of Quebec intends to exercise and discharge these rights and obligations, to which end it must safeguard the fiscal resources which belong to it and preserve its financial independence as well as its legislative and administrative autonomy;

Whereas, since 1917, the central power has invaded important fields of taxation reserved to the provinces, thereby seriously limiting the ability of the provinces to exercise their fiscal rights in those fields;

Whereas these encroachments deprive the provinces, Quebec in particular, of sources of revenues which belong and are necessary to them, restrict them in the exercise of the legislative and administra-

Preamble

législatifs et administratifs qui leur sont reconnus par la constitution, faussent l'application du pacte confédératif et en menacent l'existence par l'étiollement des provinces et une centralisation de pouvoirs inconciliable avec le système fédératif et démocratique;

Attendu qu'une telle centralisation ne peut conduire qu'au régime bureaucratique et à la disparition graduelle du gouvernement responsable;

Attendu que, dans un pays aussi vaste et aussi diversifié que le Canada, seule une administration décentralisée peut répondre aux besoins de chaque région et assurer le développement harmonieux de l'ensemble;

Attendu que le respect des droits de toutes les parties constituantes de la confédération est essentiel à sa survie et à l'avenir de la nation canadienne;

Attendu que les institutions municipales et scolaires, qui sont des émanations des provinces et des formes démocratiques de décentralisation administrative, ont droit à leur juste part du revenu national et qu'elles ne peuvent l'obtenir que sous un régime de décentralisation fiscale;

Attendu qu'il y a lieu de confier à une commission royale l'étude des problèmes d'importance vitale résultant de cette situation et des mesures à prendre pour les résoudre;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Commission royale.

1. Le lieutenant-gouverneur en conseil est autorisé à constituer une commission royale pour enquêter sur les problèmes constitutionnels, lui faire rapport de ses constatations et opinions et lui soumettre ses recommandations quant aux mesures à prendre pour la sauvegarde des droits de la province, des municipalités et des corporations scolaires.

Devoirs.

2. Sans restreindre la portée de l'article précédent, cette commission étudiera spécialement

a) le problème de la répartition des impôts entre le pouvoir central, les provinces, les municipalités et les corporations scolaires;

tive rights and powers recognized as theirs by the constitution, pervert the application of the confederation pact and endanger its existence by the impoverishment of the provinces and a centralization of powers incompatible with the federal and democratic system;

Whereas such centralization can only lead to bureaucracy and the gradual disappearance of responsible government;

Whereas, in a country as vast and diverse as Canada, only a decentralized administration can meet the needs of every region and ensure the harmonious development of the whole;

Whereas respect for the rights of all the component parts of the federation is essential to its survival and to the future of the Canadian nation;

Whereas municipal and educational institutions, which emanated from the provinces and are democratic forms of administrative decentralization, are entitled to their fair share of the national revenue which they can only obtain under a decentralized fiscal regime;

Whereas it is expedient to refer to a royal commission the study of the vitally important problems resulting from this situation and the steps to be taken to solve them;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

Royal commission.

1. The Lieutenant-Governor in Council may constitute a royal commission to inquire into constitutional problems, report its findings to him and submit to him its recommendations as to steps to be taken to safeguard the rights of the Province and those of municipalities and school corporations.

2. Without restricting the scope of the preceding section, such commission shall study in particular

Duties.

a. the problem of the distribution of taxes between the central power, the provinces, municipalities and school corporations;

b) les empiètements du pouvoir central dans le domaine de la taxation directe, en particulier, mais sans restreindre la portée de la présente disposition, en matières d'impôt sur le revenu, sur les corporations et sur les successions;

c) les répercussions et les conséquences de ces empiètements dans le régime législatif et administratif de la province et dans la vie collective, familiale et individuelle de sa population;

d) généralement les problèmes constitutionnels d'ordre législatif et fiscal.

b. encroachments by the central power in the field of direct taxation, especially, but without restricting the scope of this provision, in matters of income and corporation taxes and succession duties;

c. the repercussions and results of such encroachments in the legislative and administrative regime of the Province and in the collective, domestic and individual life of its people;

d. constitutional problems of a legislative and financial nature in general.

Nominations, etc.

3. Les membres de cette commission sont nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil, qui désigne parmi eux un président, peut leur adjoindre les officiers, juristes et autres spécialistes dont il juge les services nécessaires et fixe le traitement de chacun d'eux.

3. The members of such commission shall be appointed by the Lieutenant-Governor in Council who shall designate one of them as chairman and may provide them with any officers, jurists and other specialists whose services he considers necessary and fix the remuneration of each.

Appointments, etc.

Rapport.

La commission doit, dès sa formation, procéder à cette enquête, la compléter avec toute la diligence possible, faire rapport au lieutenant-gouverneur en conseil le ou avant le premier mars 1954 et lui remettre en même temps toute la documentation recueillie au cours de son enquête.

As soon as it is formed, the commission shall proceed with such inquiry, complete it with all possible diligence, report to the Lieutenant-Governor in Council on or before the 1st of March 1954 and at the same time deliver to him all the documentary matter accumulated in the course of its inquiry.

Report.

Séances.

4. A cette fin, la commission peut siéger, en séances publiques, à tout endroit de la province où elle le juge à propos, entendre des experts, des représentants de corps publics ou privés et d'autres témoins, recevoir des rapports et se procurer par les moyens qu'elle estime convenables toute documentation et toute information qu'elle juge utiles.

4. For such purpose the commission may sit, in public, at any place in the Province which it deems suitable, hear experts, representatives of public or private bodies and other witnesses, receive reports and procure by such means as it deems suitable any documentary and other information which it considers useful.

Sittings.

Dépenses.

5. Les dépenses occasionnées par l'application de la présente loi, y compris les traitements des membres de la commission, des officiers, juristes et autres spécialistes, sont payés à même le fonds consolidé du revenu.

5. The expenses incurred by the application of this act, including the remuneration of the members of the commission, officers, jurists and other specialists, shall be paid out of the consolidated revenue fund.

Expenses.

Entrée en vigueur.

6. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

6. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming into force.